

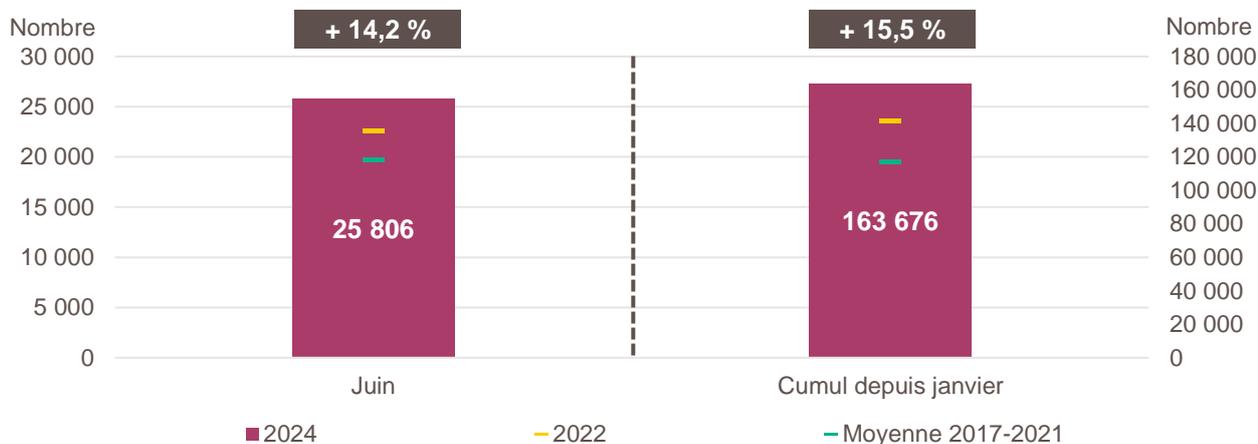
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE JUIN 2024

Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en juin 2024 et cumul depuis le début de l'année



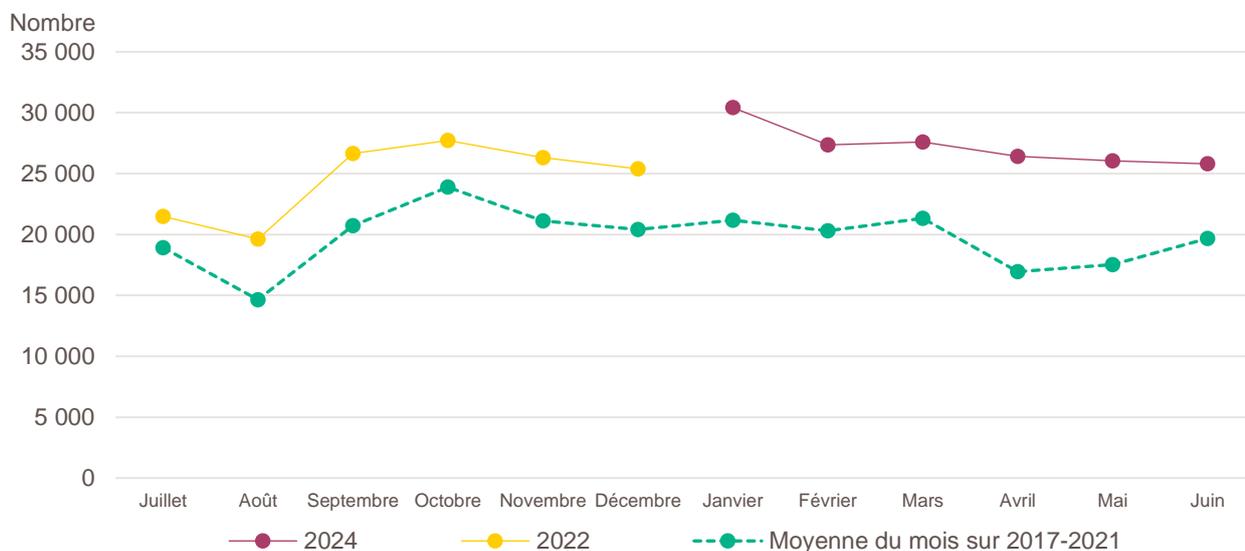
Lecture de la partie gauche : en juin 2024, 25 806 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 14,2 % par rapport aux 22 598 de juin 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 19 668 pour le mois de juin sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 163 676, soit + 15,5 % par rapport aux 141 663 de janvier à juin 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et juin sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 116 953 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en juillet 2022, 21 490 entreprises ont été créées en Île-de-France et 18 922 en moyenne pour les mois de juillet 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Activités secondaires	2 491	43,7	+ 16,6	+ 16,5
Industrie	702	53,7	+ 28,8	+ 31,6
Construction	1 789	39,8	+ 12,4	+ 11,5
Activités de type commerce	5 957	59,1	+ 25,8	+ 25,8
Commerce de détail	2 141	56,8	+ 13,7	+ 20,1
Commerce de gros	545	30,6	- 32,5	- 15,0
Commerce de bouche ^a	80	55,0	+ 73,9	+ 56,9
Commerce et réparation automobiles	500	41,6	+ 42,0	+ 37,8
Hébergement	132	31,1	+ 71,4	+ 121,2
Restauration	773	44,0	+ 57,1	+ 38,6
Services en direction des personnes	1 786	84,3	+ 65,7	+ 47,4
Activités de type services	17 358	64,6	+ 10,4	+ 12,4
Immobilier	615	33,8	- 20,5	- 13,5
Transports et entreposage	3 494	79,7	+ 38,8	+ 36,1
Activités scientifiques et techniques	4 858	62,0	- 15,2	- 9,6
Activités de soutien aux entreprises	2 444	72,1	+ 64,9	+ 79,0
Information et communication	2 534	67,6	+ 40,5	+ 41,0
Enseignement	914	78,8	- 10,1	- 0,9
Arts, spectacles et activités récréatives	898	66,8	+ 19,7	+ 26,0
Santé humaine et action sociale ^b	721	45,1	- 4,6	- 21,4
Activités financières et d'assurance	880	9,7	- 2,2	- 3,9
Activités des sociétés holding	187	0,0	- 30,5	- 32,5
Total Île-de-France	25 806	61,3	+ 14,2	+ 15,5

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en juin 2024, 702 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 53,7 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 28,8 % par rapport à juin 2022 et un nombre cumulé sur janvier-juin 2024 en hausse de + 31,6 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

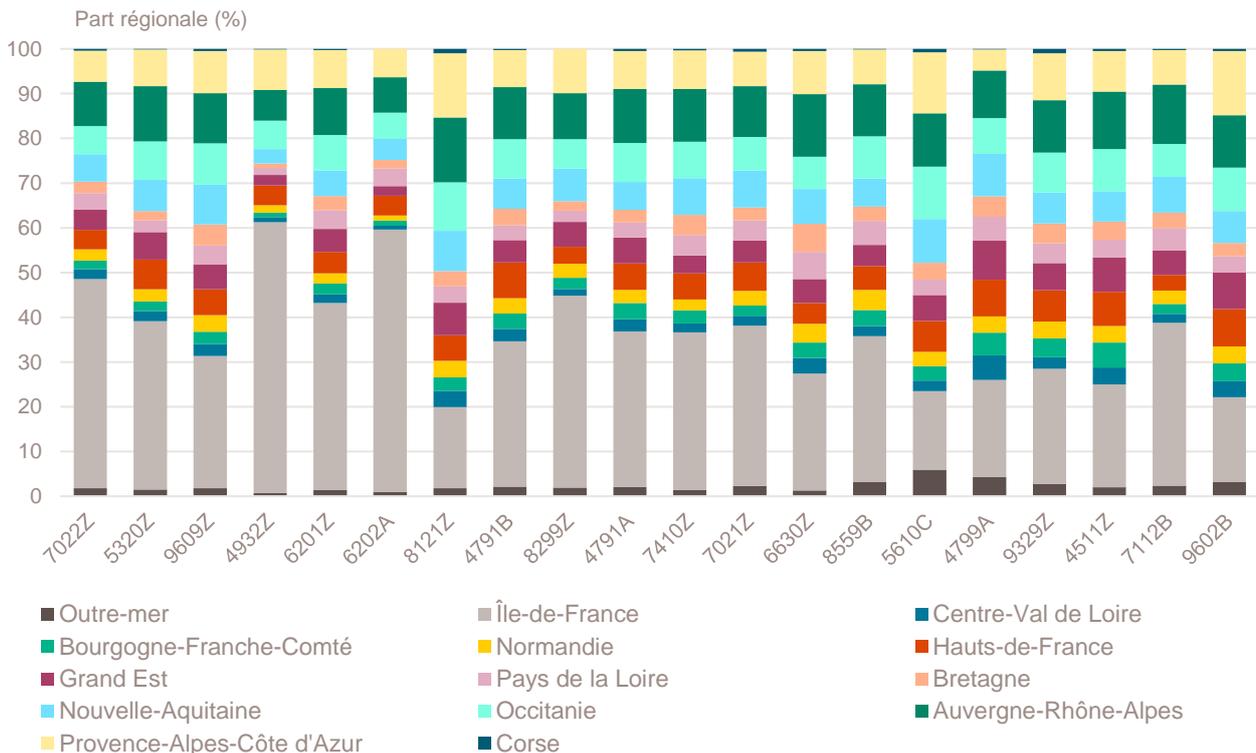
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 388	61,7	- 22,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	1 892	98,2	+ 26,6
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 167	92,9	+ 106,2
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	1 150	54,9	+ 57,1
6201Z-Programmation informatique	826	74,6	+ 57,3
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	713	55,0	+ 26,0
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	693	83,8	+ 87,3
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	652	74,5	+ 28,1
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	508	84,8	+ 156,6
4791A-Vente à distance sur catalogue général	480	72,9	+ 67,2
7410Z-Activités spécialisées de design	443	74,7	- 22,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	439	74,9	- 45,4
6630Z-Gestion de fonds	415	0,2	+ 25,0
8559B-Autres enseignements	335	85,7	+ 6,0
5610C-Restauration de type rapide	320	26,9	+ 29,6
4799A-Vente à domicile	296	11,1	- 21,9
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	295	82,7	+ 29,4
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	292	39,4	+ 43,8
7112B-Ingénierie, études techniques	291	52,9	+ 38,6
9602B-Soins de beauté	278	80,6	+ 36,9

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juin 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

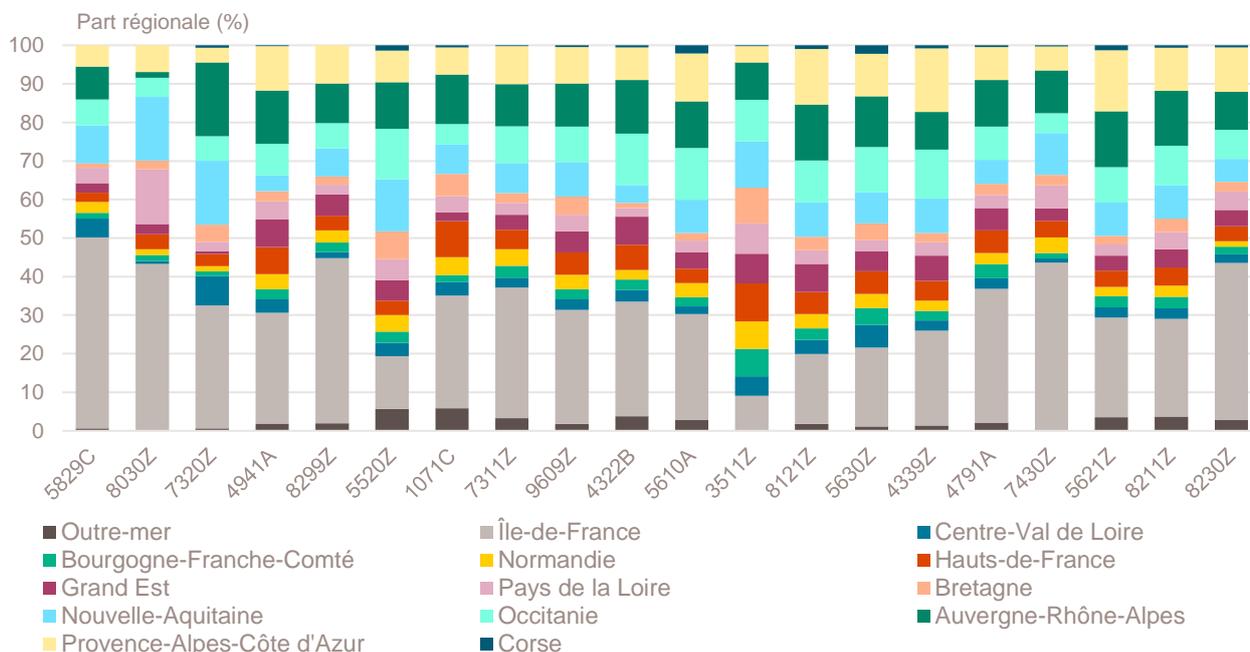
Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %
5829C-Édition de logiciels applicatifs	162	79,0	+ 1 057,1
8030Z-Activités d'enquête	113	100,0	+ 606,3
7320Z-Études de marché et sondages	50	96,0	+ 194,1
4941A-Transports routiers de fret interurbains	231	81,4	+ 171,8
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	508	84,8	+ 156,6
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	98	22,4	+ 117,8
1071C-Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	50	44,0	+ 117,4
7311Z-Activités des agences de publicité	174	68,4	+ 114,8
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 167	92,9	+ 106,2
4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	109	25,7	+ 101,9
5610A-Restauration traditionnelle	248	42,7	+ 98,4
3511Z-Production d'électricité	178	6,7	+ 93,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	693	83,8	+ 87,3
5630Z-Débits de boissons	56	35,7	+ 75,0
4339Z-Autres travaux de finition	91	72,5	+ 75,0
4791A-Vente à distance sur catalogue général	480	72,9	+ 67,2
7430Z-Traduction et interprétation	160	95,0	+ 66,7
5621Z-Services des traiteurs	141	85,8	+ 60,2
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	267	62,2	+ 58,0
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	145	73,8	+ 57,6

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 47 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juin 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

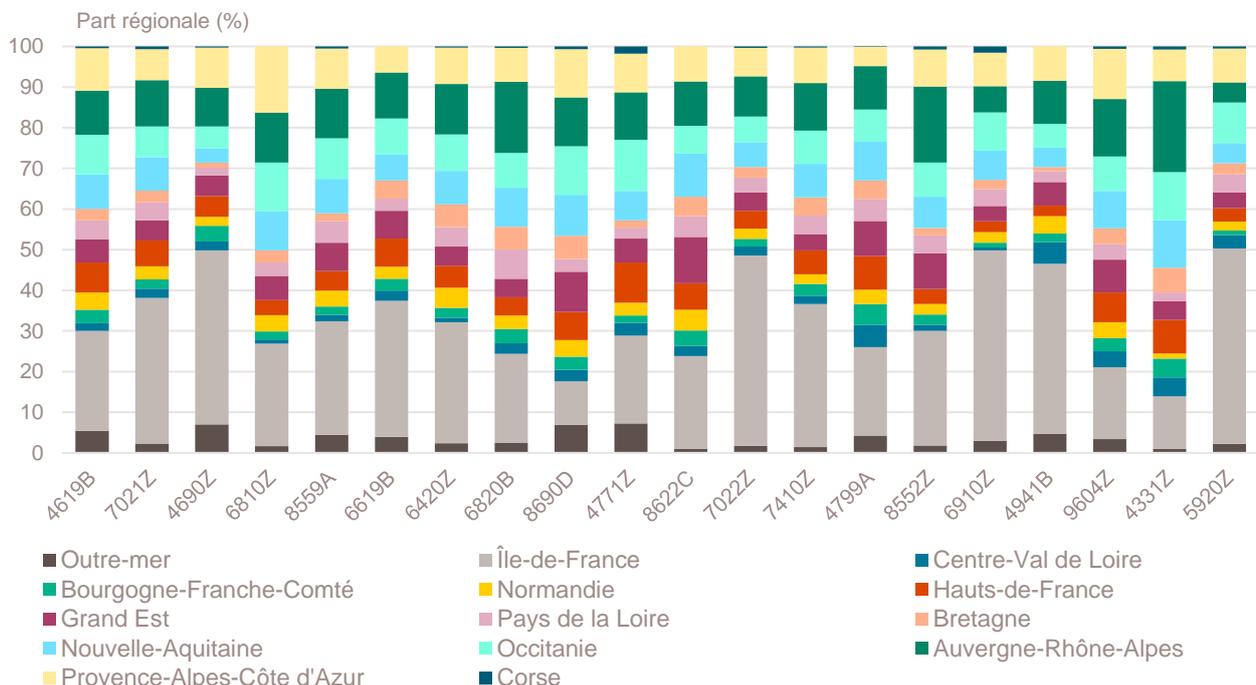
Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	104	72,1	- 56,5
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	439	74,9	- 45,4
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	135	17,8	- 39,7
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	76	1,3	- 38,2
8559A-Formation continue d'adultes	205	54,1	- 33,7
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	68	67,6	- 31,3
6420Z-Activités des sociétés holding	187	0,0	- 30,5
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	191	5,2	- 27,7
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	76	17,1	- 26,9
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	48	35,4	- 23,8
8622C-Autres activités des médecins spécialistes	90	2,2	- 23,1
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 388	61,7	- 22,0
7410Z-Activités spécialisées de design	443	74,7	- 22,0
4799A-Vente à domicile	296	11,1	- 21,9
8552Z-Enseignement culturel	77	88,3	- 18,9
6910Z-Activités juridiques	124	12,1	- 18,4
4941B-Transports routiers de fret de proximité	79	22,8	- 17,7
9604Z-Entretien corporel	94	90,4	- 17,5
4331Z-Travaux de plâtrerie	50	50,0	- 16,7
5920Z-Enregistrement sonore et édition musicale	87	41,4	- 13,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 47 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juin 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Entreprises individuelles	17 540	68,0	+ 21,7	+ 21,3
Micro-entrepreneurs	15 824	61,3	+ 26,4	+ 23,9
Entreprises individuelles classiques	1 716	6,6	- 9,5	+ 3,8
Sociétés	8 266	32,0	+ 1,0	+ 4,4
SARL & EURL	1 208	4,7	- 25,1	- 13,4
SAS & SASU	6 624	25,7	+ 10,0	+ 10,2
SCI	24	0,1	+ 700,0	+ 380,6
Autres ^a	410	1,6	- 25,0	- 15,2
Total Île-de-France	25 806	100,0	+ 14,2	+ 15,5

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	- 100,0	+ 14,3
Rurale éloignée peu dense	7	0,0	+ 16,7	+ 22,2
Rurale périphérique très peu dense	46	0,2	+ 4,5	+ 19,4
Rurale périphérique peu dense	468	1,8	- 3,1	+ 10,5
Bourg	0	0,0	- 100,0	+ 33,3
Petite ville	21	0,1	+ 110,0	- 1,1
Urbaine périphérique peu dense	345	1,3	+ 19,4	+ 10,5
Urbaine dense	2 128	8,2	+ 9,6	+ 8,2
Urbaine très dense	22 791	88,3	+ 15,0	+ 16,4
Total Île-de-France	25 806	100,0	+ 14,2	+ 15,5

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	17	0,1	- 15,0	+ 19,3
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 260	8,8	+ 22,4	+ 14,8
Petites villes de demain (PVD)	366	1,4	+ 13,0	+ 8,2
Actions cœur de ville (ACV)	1 257	4,9	+ 23,2	+ 13,8

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 007	64,2	+ 10,1	+ 5,8
01 - Ain	763	66,4	+ 6,9	+ 9,3
03 - Allier	292	65,8	- 4,6	+ 14,7
07 - Ardèche	365	69,3	+ 4,0	- 0,5
15 - Cantal	120	55,8	- 2,4	+ 13,6
26 - Drôme	832	64,4	+ 38,4	+ 4,4
38 - Isère	1 711	65,4	+ 17,6	+ 6,5
42 - Loire	830	63,0	- 3,3	+ 4,6
43 - Haute-Loire	233	54,9	+ 16,5	+ 9,0
63 - Puy-de-Dôme	677	60,6	- 2,0	- 0,3
69 - Rhône	3 333	63,7	+ 8,4	+ 4,8
73 - Savoie	660	63,5	+ 17,4	+ 4,8
74 - Haute-Savoie	1 191	66,3	+ 12,7	+ 10,0
Bourgogne-Franche-Comté	2 911	64,6	+ 13,3	+ 8,1
21 - Côte-d'Or	671	61,7	+ 23,3	+ 5,6
25 - Doubs	571	64,4	+ 10,0	+ 6,9
39 - Jura	191	62,8	- 22,4	+ 8,2
58 - Nièvre	171	62,6	+ 1,8	+ 11,6
70 - Haute-Saône	201	69,7	+ 6,9	+ 3,7
71 - Saône-et-Loire	569	66,4	+ 14,5	+ 5,9
89 - Yonne	404	63,4	+ 38,4	+ 18,6
90 - Territoire-de-Belfort	133	72,9	+ 15,7	+ 10,9
Bretagne	3 428	58,6	+ 5,2	+ 6,6
22 - Côtes-d'Armor	620	55,2	+ 7,5	+ 13,3
29 - Finistère	840	60,0	+ 11,7	+ 8,0
35 - Ille-et-Vilaine	1 248	58,4	+ 4,7	+ 3,8
56 - Morbihan	720	60,4	- 2,4	+ 4,8
Centre-Val de Loire	2 520	63,9	+ 1,1	+ 4,0
18 - Cher	219	64,4	- 14,8	- 3,3
28 - Eure-et-Loir	424	62,3	+ 9,0	+ 8,5
36 - Indre	165	65,5	- 4,1	+ 12,9
37 - Indre-et-Loire	660	61,5	+ 2,0	- 0,4
41 - Loir-et-Cher	319	61,1	+ 14,3	+ 4,6
45 - Loiret	733	67,7	- 2,0	+ 6,3
Corse	483	60,0	- 2,2	+ 3,2
2A - Corse-du-Sud	252	61,9	- 1,6	+ 0,6
2B - Haute-corse	231	58,0	- 2,9	+ 6,2
Grand Est	5 303	65,9	- 0,9	+ 7,9
08 - Ardennes	208	70,7	- 13,7	+ 1,7
10 - Aube	298	64,8	+ 7,2	+ 6,0
51 - Marne	595	64,7	- 1,8	+ 7,4
52 - Haute-Marne	117	62,4	- 2,5	+ 2,2
54 - Meurthe-et-Moselle	647	65,5	- 2,7	+ 13,9
55 - Meuse	177	66,1	+ 52,6	+ 16,5
57 - Moselle	879	66,4	- 1,5	+ 9,7
67 - Bas-Rhin	1 346	64,7	- 4,5	+ 3,0
68 - Haut-Rhin	737	67,7	+ 5,9	+ 10,6
88 - Vosges	299	67,2	- 8,8	+ 10,1

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 514	65,7	+ 7,3	+ 7,4
02 - Aisne	375	67,7	+ 9,0	+ 18,5
59 - Nord	2 724	65,9	+ 6,9	+ 6,3
60 - Oise	775	66,7	+ 9,2	+ 9,3
62 - Pas-de-Calais	1 174	64,5	+ 5,1	+ 8,5
80 - Somme	466	64,2	+ 11,5	- 0,6
Île-de-France	25 806	61,3	+ 14,2	+ 15,5
75 - Paris	7 564	51,4	+ 6,5	+ 17,3
77 - Seine-et-Marne	1 998	68,3	+ 8,9	+ 12,0
78 - Yvelines	2 098	68,7	+ 6,0	+ 10,8
91 - Essonne	2 136	68,1	+ 18,1	+ 11,7
92 - Hauts-de-Seine	3 083	60,5	+ 9,8	+ 12,4
93 - Seine-Saint-Denis	3 500	66,8	+ 17,4	+ 22,7
94 - Val-de-Marne	2 667	66,1	+ 19,1	+ 15,4
95 - Val-d'Oise	2 760	61,9	+ 49,5	+ 14,5
Normandie	3 194	62,2	+ 24,3	+ 7,5
14 - Calvados	843	61,2	+ 37,5	+ 7,6
27 - Eure	567	62,4	+ 8,6	+ 3,3
50 - Manche	399	57,4	+ 38,1	+ 18,1
61 - Orne	212	60,8	+ 11,6	+ 14,3
76 - Seine-Maritime	1 173	64,8	+ 22,8	+ 5,1
Nouvelle-Aquitaine	7 343	65,9	- 1,8	+ 2,2
16 - Charente	361	65,4	+ 13,9	+ 6,8
17 - Charente-Maritime	762	69,0	- 2,2	+ 0,1
19 - Corrèze	214	57,5	- 4,0	+ 3,6
23 - Creuse	100	68,0	+ 8,7	+ 14,4
24 - Dordogne	383	67,6	- 19,7	- 1,4
33 - Gironde	2 663	68,0	- 2,8	+ 3,0
40 - Landes	562	57,5	- 4,6	+ 8,7
47 - Lot-et-Garonne	363	71,3	+ 2,3	+ 2,3
64 - Pyrénées-Atlantiques	867	64,9	- 2,5	- 4,6
79 - Deux-Sèvres	278	56,8	+ 1,1	+ 4,1
86 - Vienne	411	64,5	- 6,2	- 3,4
87 - Haute-Vienne	379	66,0	+ 23,9	+ 11,6
Occitanie	8 479	66,2	+ 5,2	+ 5,9
09 - Ariège	162	61,1	- 17,3	+ 0,0
11 - Aude	441	65,3	+ 1,4	+ 6,0
12 - Aveyron	301	56,5	+ 25,4	+ 6,6
30 - Gard	947	65,7	- 6,9	+ 6,5
31 - Haute-Garonne	2 203	67,7	+ 1,3	+ 10,3
32 - Gers	185	62,7	- 11,5	- 1,6
34 - Hérault	2 173	66,6	+ 17,8	+ 4,1
46 - Lot	213	68,1	+ 19,0	+ 4,9
48 - Lozère	64	70,3	- 3,0	+ 9,1
65 - Hautes-Pyrénées	254	66,1	- 10,2	- 0,9
66 - Pyrénées-Orientales	816	67,4	+ 17,4	+ 6,5
81 - Tarn	434	65,4	+ 4,3	+ 4,2
82 - Tarn-et-Garonne	286	66,8	- 5,9	+ 1,0

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juin 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juin 2022-2024 %	Évolution janvier à juin 2022-2024 %
Pays de la Loire	3 844	62,1	+ 4,9	+ 5,6
44 - Loire-Atlantique	1 627	61,6	+ 3,9	+ 0,8
49 - Maine-et-Loire	798	62,5	+ 2,4	+ 8,7
53 - Mayenne	260	66,5	+ 5,7	+ 12,1
72 - Sarthe	485	62,5	+ 24,0	+ 17,8
85 - Vendée	674	61,1	- 1,0	+ 4,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 831	64,9	- 5,1	- 2,3
04 - Alpes-de-Haute-Provence	202	62,4	- 17,9	- 7,6
05 - Hautes-Alpes	180	67,2	- 19,6	- 6,4
06 - Alpes-Maritimes	2 240	65,9	- 7,6	- 3,1
13 - Bouches-du-Rhône	3 609	62,6	- 3,5	- 5,5
83 - Var	1 719	66,4	- 9,1	+ 0,3
84 - Vaucluse	881	68,6	+ 13,1	+ 11,3
France métrop. hors Île-de-France	62 857	64,5	+ 4,1	+ 4,6
France métropolitaine	88 663	63,6	+ 6,9	+ 7,6
France d'outre-mer	2 625	51,8	- 8,9	- 1,8
971 - Guadeloupe	724	51,2	+ 4,0	+ 1,2
972 - Martinique	540	44,4	- 22,5	- 10,0
973 - Guyane	264	53,4	- 11,7	+ 12,0
974 - La Réunion	964	57,3	- 8,2	+ 1,0
976 - Mayotte	133	42,1	- 5,7	- 18,4
France entière	91 288	63,2	+ 6,3	+ 7,3

Lecture : en juin 2024, 3 844 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 62,1 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 4,9 % par rapport à juin 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-juin 2024 a augmenté de + 5,6 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/07/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de juin 2024. Bpifrance Création, juillet 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.